

Les matins du CEPS en ligne



Club Ville de demain

Les grands enseignements du confinement sur la vie politique et la nouvelle gouvernance : quelles conséquences ?

De manière assez logique, les sondages montrent que le confinement a été vécu de manière différente selon le lieu de résidence ou l'emploi occupé. L'IFOP indique que 40% des français interrogés ont trouvé leur vie quotidienne moins satisfaisante avec son lot de contraintes, de desoeuvrement et de tensions familiales. 40% n'ont pas perçu de grande différence avec la période précédente. Edifiant, 20% d'entre eux ont mieux vécu le confinement qu'il ne le pensait au départ, faisant de cette parenthèse une pause dans leur vie pour mieux se consacrer à leurs proches.

« Rien sera plus comme avant » a-t-on souvent entendu dire. Sans-doute convient-il d'être prudent sur le diagnostic à établir sur cette séquence historique. La crise a plus accentué des tendances que créer une situation nouvelle. C'est surtout le ralentissement économique et la perspective d'un chômage d'ampleur qui vont changer la donne. Reste que dans le rapport au pouvoir et à la politique, cette crise sanitaire a été riche d'enseignements.

1- France d'en haut, France d'en bas

D'un côté, la confiance en les élus locaux, de l'autre, la défiance vis-à-vis du pouvoir central, ces « gens d'en haut qui donnent des leçons depuis Paris », vieille antienne souvent reprise par les populistes de tous horizons. Cette vision a été accentuée pendant la crise sanitaire, du moins dans les premiers temps. L'Etat est apparu désemparé, impuissant, ankylosé tandis que les acteurs locaux (Elus, corps intermédiaires, entrepreneurs, associations...) démontraient chaque jour leur « agilité », mot phare de cette période inédite. Quant aux réseaux sociaux tels que

Facebook, ils ont souvent fait preuve de plus d'efficacité que certains services publics dans l'organisation de systèmes d'entraide. C'est dire que la vie politique de demain ne peut être analysée qu'à partir d'une question simple : comment rétablir de la confiance? De cette confiance ou non émergeront des tensions ou plus de cohésion sociale. Le risque est que la crise démocratique débouche sur une crise sociale et culturelle. Comment le vivre ensemble peut-il exister sans un récit collectif ?

2- L'Etat encore providence ?

A la perception d'un Etat central affaibli s'est ajouté un sentiment de déclassement national, notamment dans la comparaison avec l'Allemagne où le bilan pandémique est apparu moins lourd. Une certaine sidération s'est emparée des français convaincus d'avoir l'un des meilleurs systèmes de santé au monde. Retard à l'allumage des Agences Régionales de Santé (ARS), paupérisation de la fonction publique hospitalière, l'image choc de soignants équipés de blouses de fortune avec des sacs poubelles : il n'en fallait pas plus pour que l'Etat jacobin soit montré du doigt. La « **loi de la proximité** » conduit à ce que le crédit accordé à la politique diminue au fur et à mesure que l'on s'éloigne du terrain. Par contraste, nos concitoyens voyaient des élus locaux plus opérationnels et à l'aise dans la prise de décision quand il s'agissait de fabriquer ou commander des masques. Loin des administrations parisiennes, ils créditaient des édiles soucieux de réactivité pour répondre à l'angoisse collective. Les études d'opinion ont d'ailleurs pointé une attente de liberté pour que soit desserré le carcan jacobin au profit des initiatives locales qu'elles émanent des élus, des associations et des entreprises. Le secteur de la grande distribution, si souvent vilipendé, a bien joué la partie en organisant une solidarité économique locale et en acheminant des cargaisons de masques. C'est ce que l'on peut appeler le « principe de subsidiarité » qui a été renforcé. Le local a été loué d'être la bonne échelle pour prendre les décisions face à des autorités centrales taxées de « bureaucratiques » et « impuissantes ». En même temps, l'on a constaté une population respectant avec discipline -par civisme mais aussi par la peur- des mesures draconiennes (limitation des déplacements, port du masque) venant du

pouvoir central. Comme l'a souligné le sociologue Jean Viard, nous sommes revenus aux bons vieux reflexes de l'administration française (attestations de déplacement avec les cases lieu et date de naissance). Certains ont parlé d'atteinte aux libertés fondamentales, mais majoritairement les français se sont pliés à cette urgence sanitaire tout en restant très attachés aux libertés individuelles et collectives. Les français que l'on décrivait comme des « gaulois réfractaires » ont joué le jeu. L'appel au civisme a été entendu. 85% d'entre eux, il est vrai, étaient inquiets pour eux et pour leurs proches.

3- Remise en cause de l'Etat central : quelles traductions politiques ?

Aucun bouleversement électoral ne s'est produit, on assiste plutôt à la poursuite des grandes tendances comme l'affaiblissement des partis traditionnels que sont Les Républicains et le Parti socialiste. Prompt à fustiger « l'établissement » et les « décideurs parisiens », le Rassemblement National n'a pas tiré bénéfice de ce contexte. A l'exception de Perpignan, il n'y a pas eu de grandes conquêtes. En revanche, la poussée écologique dans les grandes villes s'est plus que confirmée avec des victoires symboliques à Bordeaux et à Lyon. Les verts (alliés à une partie de la gauche) ont bénéficié d'une des grilles de lecture de cette crise sanitaire : la destruction de l'écosystème et les excès du commerce mondial. Il n'en demeure pas moins que les récentes élections municipales ont surtout vu triompher le premier parti de France : les abstentionnistes. Le taux d'abstention pour ce second tour s'est élevé à 58,4 %, du jamais-vu pour ce type d'échéance quand on sait l'attachement des français à leur maire. Le fait que certains édiles soient élus avec une petite part de l'électorat pose la question de leur réelle légitimité. Qu'il soit conjoncturel (angoisse liée au virus) ou structurel, l'abstentionnisme est le symptôme de cette crise de confiance qui affecte notre démocratie malade. Cependant, il est intéressant de constater que les français restent passionnés par la politique, comme en attestent aussi bien le goût pour les joutes électorales ou leur capacité à prendre position sur des sujets. Sans oublier la part prise par la politique dans les discussions privées, à la différence de nombreux pays. C'est plus la *politis*, vie de la cité qui intéresse. Comme

le révèlent les enquêtes d'opinion, les français veulent de la « *politique autrement* » avec des modes d'actions plus collectifs et collaboratifs qui les impliquent davantage ainsi que les acteurs de terrain. Il n'en demeure pas moins que la demande d'Etat reste forte. Etrange paradoxe où l'omnipotence du pouvoir central semble avoir vécu, mais où l'on se tourne très facilement vers l'Etat dès qu'une crise surgit.

4- Quelle rentrée sociale ?

Nous sommes passé rapidement de l'urgence sanitaire à l'urgence économique et sociale. : le front a changé de nature. 800.000 chômeurs de plus selon l'INSEE. Si 80% de la population dit redouter la crise économique, la peur sanitaire n'a pas disparu. Après un certain relâchement lié à l'après confinement, les français n'entendent pas déroger au principe de précaution qui a permis d'éviter la propagation de la pandémie. La « météorologie sociale » n'est pas une science exacte, il est toujours difficile de prévoir ce qu'il va se passer. D'autant qu'existent des garde fous contre l'explosion sociale. L'on observe également que ce n'est pas dans les pics de crise économique et sociale que les secousses se produisent, chacun défendant son avantage et son emploi. De surcroit, dans une société « archipel », il n'est pas dit qu'il puisse exister un front commun des revendications ? Quoi de commun entre les intérêts du personnel hospitalier déjà augmenté et ceux des caissières de super marchés, des éboueurs ou des transporteurs routiers qui étaient aussi en première ligne ?

De même, il existe une fracture grandissante dans le monde des entreprises entre les grands groupes (privés, publics ou para publics) et la pléthore de PME qui n'ont pas eu les mêmes « amortisseurs » face à la crise. L'on peut plutôt craindre des flambées de violence sectorielles (menaces sur stocks ou séquestrations) qui expriment l'énergie du désespoir.

Avec le recul du temps, force est de constater que notre **modèle social** aura agi comme un amortisseur de cette crise et une puissante antidote à un bouleversement politique, comme en attestent les sondages qui créditent l'exécutif d'avoir plutôt bien gérer cette période après les tergiversations du début. Les revenus des français ont

été les mieux protégés, indique l'OCDE. Les mécanismes de chômage partiels, véritables filets protecteurs- ont permis à la population de traverser la crise sans trop de dommages. Jamais un sujet comme la crise du Coronavirus n'avait autant mobilisé les medias et généré autant d'activité sur les réseaux sociaux. La parole publique était attendue, les interventions du Président de la République et du Premier Ministre ont battu des records d'audience. Les réflexions de constitutionnalistes et politologues sur le régime hyper présidentiel, source de tous nos maux, ne vont pas cesser. Les citoyens ne sont pas pour autant prêts à abandonner la désignation de leur Président et *in fine* l'esprit de la Constitution de 1958. Il aspirent dans leur ensemble à des ajustements autour de l'institution présidentielle comme le rééquilibrage avec l'action parlementaire ou une dose de proportionnel pour une meilleure représentativité. De ce point de vue, la crise sanitaire aura exprimé une sorte de « Je t'aime moi non plus », un mélange de défiance et d'attachement exigeant vis à vis du pouvoir central. Conscient de cette donne politique, le Président de la République a remplacé un premier ministre pourtant populaire par un homme qui symbolise davantage l'ancrage territorial et la « politique de terrain ». Réconcilier l'Etat central et la France des territoires, tel est le défi majeur de Jean Castex.